

Avenant à la Convention collective nationale du portage de presse

Rémunération minimale nationale

ENTRE :

Le Groupement des Entreprises de Portage de Presse (GREPP)

D'UNE PART

ET

- Le SNPEP FO
- La CFTC
- La F3C CFDT

D'AUTRE PART

Les parties réunies en commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) ont convenu ce qui suit :

Article 1 : REMUNERATION MINIMALE NATIONALE

ANNEXE 5

REMUNERATION MINIMALE NATIONALE*

Niveaux de rémunération	Total point de cotation (statut)	Échelon national de rémunération	Rémunération horaire minimale (€)	Rémunération minimale pour le personnel mensualisé Base 151,67 heures (€)
1	40 à 49 (employé)	échelon 1	11,69 €	1 773,02 €
2	50 à 59 (employé)	échelon 2A	11,71 €	1 776,06 €
2	60 à 65 (employé)	échelon 2B	11,73 €	1 779,09 €
3	66 à 72 (employé)	échelon 3A	11,76 €	1 783,64 €
3	73 à 78 (employé)	échelon 3B	11,78 €	1 786,67 €
4	79 à 84 (employé)	échelon 4A	11,91 €	1 806,39 €
4	85 à 88 (employé)	échelon 4B	11,96 €	1 813,97 €
5	88 à 99 (agent de maîtrise)	échelon 5A	12,77 €	1 936,83 €
5	100 à 110 (agent de maîtrise)	échelon 5B	13,83 €	2 097,60 €
6	111 à 123 (agent de maîtrise)	échelon 6A	14,32 €	2 171,91 €
6	124 à 132 (agent de maîtrise)	échelon 6B	15,37 €	2 331,17 €
7	133 à 149 (cadre)	échelon 7A	15,98 €	2 423,69 €
7	150 à 166 (cadre)	échelon 7B	16,62 €	2 520,76 €
8	167 à 200 (cadre)	échelon 8	18,88 €	2 863,53 €
9	au-delà de 200 (cadre)	échelon 9	de gré à gré	

- *pour les porteurs, se reporter à l'article « Rémunération » de l'annexe relative aux porteurs de presse*

Il est entendu qu'en cas de nouvelle revalorisation du SMIC horaire au cours de l'année 2024, les parties se réuniraient à nouveau afin de mener une nouvelle négociation de la rémunération minimale nationale.

Article 2 : Entrée en vigueur

Les dispositions relatives à la rémunération minimale nationale entreront en vigueur à compter du 1^{er} avril 2024 sous réserve de la signature du présent avenant, avant le 15 avril 2024, par au moins une ou plusieurs organisations syndicales représentatives dont le poids reconnu par arrêté de représentativité est d'au moins 30%.

Article 3. Dispositions en faveur des entreprises de moins de cinquante salariés

Les parties constatent que l'activité de portage de presse est identique et s'exerce dans les mêmes conditions quelle que soit la taille de l'entreprise et décident en conséquence qu'il n'est pas nécessaire de prévoir de disposition spécifique en faveur des entreprises de moins de cinquante salariés.

Fait à Paris, le 9 avril 2024

Pour le Groupement des Entreprises de Portage de Presse

La Présidente

Pour la F3C CFDT

Pour la CFTC

Pour FO SNPEP